

Pesticides : le constat d'un échec gouvernemental

Le 28 octobre 2023

ecophyto

Génération Futures

Nos organisations dénoncent l'incapacité du gouvernement à réduire l'usage des pesticides en France et demandent un plan réellement efficace pour diminuer la dépendance de l'agriculture vis à vis des produits phytosanitaires.



Agir pour
la biodiversité



FONDATION
POUR LA NATURE
ET L'HOMME



La mise en place de **systèmes de production agricoles moins dépendants aux pesticides** est plus que jamais **une urgence sanitaire et écologique**. Les connaissances sur **les effets délétères de ces molécules** sur la santé humaine se renforcent chaque année, comme en attestent plusieurs expertises collectives récentes (notamment celles de **l'Inserm** et de **l'INRAE/IFREMER**). En parallèle, une **étude du CNRS** a démontré que l'utilisation de pesticides est la principale cause de la disparition de **800 millions d'oiseaux** depuis 40 ans sur le continent européen, dont près de **60 % d'espèces** inféodées aux milieux agricoles. Malgré ces conséquences reconnues, **la réaction nécessaire n'a pas eu lieu** au niveau français, en témoignent **les échecs cuisants des plans Ecophyto** successifs. Les ressources mobilisées ont certes été considérables, mais seule une partie des financements a effectivement été dirigée vers l'accompagnement des agriculteurs dans la réduction de l'usage des pesticides. Au niveau européen, si les molécules les plus dangereuses ont bien vu leurs volumes baisser grâce aux critères d'exclusion prévus par la Commission Européenne, **le projet de Règlement SUR** pour une utilisation durable des pesticides **rencontre aujourd'hui les plus grandes difficultés à être soutenu sous une forme ambitieuse** par une majorité d'États membres. Sans parler du glyphosate, dont l'autorisation pourrait bien être renouvelée pour 10 années supplémentaires dans les semaines qui viennent ! Ces éléments plaident pour l'élaboration et la mise en œuvre d'**un nouveau plan de réduction de l'usage des pesticides qui soit enfin efficace**. Nos organisations demandent **des engagements forts** dans un tel dispositif :

- Conserver l'objectif à la fois ambitieux et réaliste d'**une réduction de 50% de l'usage des pesticides** ;
- Fixer **des objectifs clairs de progression de l'agriculture biologique** et garantir les ressources et les débouchés nécessaires pour les atteindre ;

- Se baser sur **un véritable changement des systèmes de culture** plutôt que sur des améliorations techniques. Nous rejetons en particulier le recours aux nouvelles technologies d'amélioration génétique (NBT) comme moyen d'action acceptable ;
- Imposer **des obligations de résultats** en instaurant des objectifs de réduction par culture et par région agricole à horizon 3, 5, 7 et 10 ans ;
- Garantir **une gouvernance réellement plurielle**, incluant équitablement toutes les parties prenantes, notamment celles issues de **la société civile** ;
- **Mettre en cohérence les objectifs, moyens et échéances avec les autres politiques publiques** ayant trait à l'agriculture, : en particulier le Plan stratégique national de la Politique agricole commune et la Stratégie nationale biodiversité.
- Bannir toute utilisation de pesticides dans **les zones sensibles** : espaces naturels protégés, zones Natura 2000, captages d'eau potable...